



Entretien avec M. Daniel Gallissaires, Chef du Service Economique Régional d'Ankara



Quel est le rôle d'un Service Economique Régional ?

Les Services économiques représentent à l'étranger la **Direction générale du Trésor du Ministère de l'économie et des Finances**. Leurs missions s'organisent autour de deux axes forts :

- **L'analyse du risque pays et le suivi des grands projets** : il est en contact avec les autorités et les opérateurs locaux afin de générer de l'information à valeur ajoutée sur l'environnement des affaires, la situation macro-économique du pays, les enjeux multilatéraux et les négociations en cours. Il promeut les positions économiques de la France, donne des avis sur les projets éligibles à des dispositifs publics financiers français (assurance-crédit, financement Prêts du Trésor/FASEP (Fonds d'étude et d'Aide au Secteur Privé), projets financés par l'Agence française de développement, etc.) européens ou multilatéraux. Il assure une veille sur les appels d'offres et le suivi des grands projets auxquels soumissionnent les entreprises françaises. Il intervient sur les questions d'accès au marché.
- **Conseil Economique de l'Ambassadeur et promotion de l'attractivité du territoire** : il anime la relation économique bilatérale, coordonne l'ensemble des acteurs locaux dans le domaine économique afin de veiller à la cohérence des actions menées localement en matière de soutien aux entreprises françaises et assure la promotion de la France comme terre d'accueil des investissements étrangers en lien avec l'opérateur, Business France.

Le Service Economique Régional est par ailleurs chargé d'assurer la coordination des actions mises en œuvre sur son périmètre géographique de compétence. **Le SER d'Ankara couvre la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Turkménistan**. Il accueille des spécialistes d'autres administrations, notamment du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES).

Quels sont les priorités et projets à venir pour le SER d'Ankara?

Il s'agit en premier lieu d'avoir une **analyse fine en continu de la situation économique et financière du pays** et notamment de ses fragilités et risques résultants par exemple des mesures expansionnistes prises par le gouvernement pour soutenir la croissance.

Le suivi des **questions d'accès au marché** revêt également un caractère prioritaire en appui aux entreprises françaises faisant face à des difficultés. De même, la sensibilisation des autorités locales à l'importance d'une mise à niveau du droit à la propriété intellectuelle, de la levée des verrous sanitaires et obstacles techniques au commerce nous mobilise pleinement.

Le **comité mixte économique et commercial France-Turquie (JETCO)** constitue l'enceinte du dialogue franco-turc permettant d'aborder un ensemble de sujets allant de la levée des entraves aux échanges jusqu'au pilotage de la coopération technique entre administrations. Elle se réunit une fois par an et est alimentée par les travaux et les plans d'actions de six groupes de travail sectoriels (agriculture, eau, environnement, énergie, protection de la nature et forêts, transport). A l'occasion de la prochaine réunion qui se tiendra en avril prochain à Paris, un groupe de travail dit « secteur privé » sera lancé et un forum d'affaires organisé afin de faire la promotion des rencontres entre entreprises.

L'**appui à l'offre française** passe aussi par un soutien aux grands contrats sur lesquels les entreprises se positionnent ainsi que par la mise en place de programmes de coopération institutionnels qui permettent de mettre en valeur de l'expertise française en accordant une importance particulière aux secteurs porteurs pour la relation bilatérale (numérique/innovation, agriculture/agro-alimentaire, énergie, transports, santé et ville durable,...).

La **promotion de l'attractivité de la France** auprès des entreprises turques qui cherchent à s'internationaliser ou des positions françaises s'appuie sur un dialogue avec les faiseurs d'opinion, des réunions avec les think tanks, des rencontres individuelles avec les décideurs,...

Comment décrire l'environnement économique de la Turquie et les relations économiques franco-turques de ces derniers mois ?

L'économie turque est résiliente, dynamique et réactive. Elle a ainsi réagit très vite aux mesures de relance et de soutien à la consommation que les autorités ont mis en place (bien au-delà des estimations des observateurs extérieurs). Elle connaît une phase de croissance soutenue après les chocs exceptionnels de 2016. Un atterrissage en douceur est attendu, au fur et à mesure que les effets des mesures gouvernementales de court terme pour stimuler l'activité s'atténueront (avec un taux de croissance pour 2018 autour de 4%).

Le modèle de croissance des années 2000 fondée sur la consommation interne et la construction est en perte de vitesse. Une **reprise des réformes structurelles est nécessaire** pour faire évoluer le modèle économique turc. Renforcer la productivité, favoriser l'innovation et le développement de produits exportés à plus forte valeur ajoutée, approfondir le marché des capitaux, diversifier les exportations demeurent aujourd'hui les principaux défis économiques de la Turquie.

La relation bilatérale est dense. Autour de 450 entreprises françaises sont implantées en Turquie pour profiter d'un marché intérieur important et d'un hub régional. Il y a eu très peu d'échecs et de départs malgré les crises monétaires/économiques passées et les soubresauts politiques. La difficulté majeure est liée à l'instabilité du contexte règlementaire, juridique et fiscal. Le commerce bilatéral s'élève à 14 milliards d'euros, ce qui fait de ce pays le 3^{ème} partenaire commercial de la France hors Union Européenne, juste après la Chine et les Etats-Unis. Le choix du partenaire est primordial pour réussir sur ce vaste marché. Enfin, les nombreux grands projets du pays dans les domaines de l'énergie, des transports, des infrastructures,... offre des opportunités aux entreprises françaises. Plusieurs succès notables ont été enregistrés par les entreprises françaises au cours des derniers mois.